



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MUPA EMBALLAGES

3 RUE GUSTAVE EIFFEL
ZI III
68190 ENSISHEIM

Références : 0006702177_2024-04-16_MUPA_AN-2024-Rétention
Code AIOT : 0006702177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement MUPA EMBALLAGES implanté 3 RUE GUSTAVE EIFFEL ZI III 68190 ENSISHEIM. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection portera sur l'action nationale 2024 "Rétention et confinement des eaux d'extinction".

Suite à l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seuil Haut lors duquel il est apparu que les rétentions étaient insuffisantes pour récupérer les eaux extinction incendie, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites, notamment dans l'arrêté du 04 octobre 2010 modifié. Ces dispositions sont aujourd'hui applicables comme celles définies par le passé par voie d'arrêté préfectoral pour les sites à enjeux spécifique. Le bon dimensionnement des rétentions permet d'éviter des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUPA EMBALLAGES
- 3 RUE GUSTAVE EIFFEL ZI III 68190 ENSISHEIM
- Code AIOT : 0006702177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MUPA EMBALLAGES produit des emballages papier avec impression par les techniques de la flexographie et de l'héliographie.

La majorité des encres utilisées sont à base aqueuse.

L'activité se divise en 2 pôles majoritaires :

- le papier alimentaire pour les activités de boucherie, poissonnerie, « snacking » avec de l'impression, du découpage et la possibilité d'ajout de bande adhésive et/ou d'une couche de paraffine (spécialité du groupe). Elle représente 70% de l'activité du site.
- le papier cadeau principalement pour les chaînes de magasins de jouets avec également de l'impression et de la découpe. Elle représente 30% de l'activité du site.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Consignes de Sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.6.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Objectifs Généraux	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.6.8.1 - Alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Etude relative au confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.6.8.1 - Alinéa 2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Collecte et rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 4.3.1.1 - Alinéa 3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 8 non-conformités :

Point de contrôle n°1 :

Absence d'informations nécessaires sur le plan des réseaux du site, notamment les points de mesures des rejets d'eaux usées ainsi que les systèmes d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction incendie,

Point de contrôle n°2 :

Absence de procédure d'isolement du site prenant en compte tous les points de rejets vers le milieu récepteur, notamment les puits perdus du site.

Point de contrôle n°3 :

Absence de systèmes d'obturation au niveau des puits perdus du site ce qui ne permet pas d'éviter tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Point de contrôle n°4 :

Absence de justificatif du volume de rétention des eaux incendie du site et non-déploiement des systèmes de confinement en toute circonstance.

Point de contrôle n°5 :

Absence d'étude de confinement des eaux incendie du site.

Point de contrôle n°6 :

Absence de justificatif sur la formation du personnel concerné à la mise en place des obturateurs et sur la périodicité de la réalisation d'exercice de simulation, notamment d'exercice d'évacuation incendie.

Point de contrôle n°7 :

Absence de transformation de puits perdu en puits filtrants sur le site.

Point de contrôle n°8 :

Absence de procédure écrite détaillant les modalités d'organisation d'évacuation et d'intervention en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages de collecte des Eaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux [...] de collecte doit notamment faire apparaître : [...] - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 09/04/2024 le plan des réseaux de collecte et d'alimentation du site (réf : 11829-7 / CM du 09/09/2019). Après étude du document, le plan fait apparaître : <ul style="list-style-type: none">• Les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales du site• Les réseaux d'alimentation• Les regards tampon, les puits perdus et les séparateurs d'hydrocarbures• Les vannes et les compteurs Cependant, sur le document, certains éléments sont manquants : <ul style="list-style-type: none">• Les points de mesures des rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales• Les dispositifs d'obturation pour permettre le confinement des eaux d'extinction incendie Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consignes de Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure confinement
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 09/04/2024 une procédure de mise en place du système d'obturation au niveau du point de rejet des eaux usées du site (réf : "Confinement des eaux d'extinction incendie du 25/02/2020).

Après étude du document, la procédure donne les indications de mise en place de l'obturateur.

Cependant, cette procédure concerne uniquement l'obturation du point de rejet des eaux usées. Lors de la visite, l'exploitant n'a présenté aucune information ou document démontrant que l'ensemble des eaux d'extinction incendie du site s'écoule par ce point de rejet.

En effet, les puits perdus du site par lesquelles sont rejetées vers le milieu récepteur les eaux pluviales du site (au niveau des toitures des bâtiments et des quais de chargement) peuvent rejeter des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie, notamment sur les toitures des bâtiments.

La procédure existante ne prend pas en compte tous les transferts de pollution vers le milieu récepteur.

Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Objectifs Généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des Eaux incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Constats :

Sur cette prescription, l'Inspection a spécifiquement contrôlé l'obturation des points de rejets vers le milieu récepteur ou vers le réseau d'eaux usées urbain.

L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 09/04/2024 un plan des réseaux de collecte des eaux et d'alimentation du site (réf : 11829-7 / CM).

Après étude du document, il apparaît qu'aucun système d'obturation n'est représenté sur les points de rejets des eaux vers le milieu récepteur ou vers le réseau d'eaux usées urbain où l'exploitant rejette ces eaux usées (voir point de contrôle n°1).

Lors de la visite, sur le point unique de rejets d'eaux usées du site, l'exploitant a indiqué avoir un système d'obturation des eaux (ballon obturateur) qui permet d'éviter le rejet d'eaux potentiellement polluées vers le milieu.

L'Inspection a constaté visuellement la présence du ballon obturateur lors de la visite d'inspection.

Cependant, sur les eaux pluviales se rejetant vers le milieu récepteur par le biais d'un puits perdu, aucun système d'obturation n'est présent.

Par sondage, lors du contrôle, l'Inspection a contrôlé visuellement deux puits perdus sur le site : le puits perdu à proximité des quais de chargement (extrémité Est du site selon le plan) et le puits perdu le plus à l'Est du site entre les bâtiments "Stockage Produits finis" et le bâtiment "Atelier 1". Aucun système d'obturation des eaux n'était présent sur ces points et l'exploitant a confirmé qu'aucun système n'est prévu sur ces points.

Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Le cas spécifique relatif à la mise en place de l'obturateur en toute circonstance est traité dans le point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.6.8.1 - Alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, Volume du bassin + actionnement du système

Prescription contrôlée :

Le volume de rétention des eaux d'extinction nécessaire au scénario majorant se porte à 749 m3. Tout dispositif de confinement des eaux d'extinction doit être maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Avant la visite d'inspection, l'exploitant n'a transmis aucun document justifiant le volume de rétention des eaux d'extinction incendie disponible sur le site.

Pendant le contrôle, l'exploitant n'a apporté aucun élément ou document démontrant la disponibilité des 749 m3 de rétention disponible pour contenir les eaux d'extinction incendie sur le site.

Concernant le système de confinement des eaux d'extinction disponible sur le site (ballon obturateur au niveau du point de rejets des eaux usées), l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 09/04/2024 le registre de suivi des contrôles du système (réf : "mise en œuvre de la procédure de confinement des eaux d'extinction incendie").

Le dernier contrôle a été réalisé le 08/04/2024. Le contrôle consiste en la mise en application du mode opératoire de mise en place de l'obturateur, sans vérification de son étanchéité.

Lors du contrôle, l'Inspection a vérifié le bon fonctionnement de l'obturateur en demandant à l'exploitant sa mise en place.

Concernant sa mise en œuvre en toute circonstance, l'exploitant n'a défini aucun document retranscrivant l'organisation de la mise en place de l'obturateur quel que soit le moment, notamment lors des périodes de travail de nuit et le week-end.

L'obturateur ainsi que les outils permettant sa mise en place (pied de biche, compresseur autonome sur batterie, ...) sont stockés dans le bâtiment "stockage produits finis".

Malgré le stockage dans un lieu où un incendie peut se produire, la proximité du point de stockage des outils et de l'obturateur avec une entrée permet un déploiement rapide.

Lors du contrôle, l'Inspection a chronométré sa mise en place à moins de 5 min par une personne formée à l'installation.

Les constats concernant l'absence de justificatif du volume disponible et le déploiement de l'obturateur en toute circonstance montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etude relative au confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.6.8.1 - Alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalisera et transmettra dans un délai de 9 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral, au Préfet une étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie ou provenant d'un accident.</p> <p>Cette étude comportera :</p> <ul style="list-style-type: none"> * une description de la situation existante accompagnée de plans détaillés qui seront ensuite régulièrement mis à jour, en précisant pour chaque zone du site : <ul style="list-style-type: none"> - les besoins en eau d'extinction, - les capacités de rétention ou tout autre dispositif permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, - le mode d'organisation pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction. * une justification technico-économique des solutions retenues pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction en détaillant les mesures prises ou prévues pour éviter toute pollution des réseaux et du milieu naturel ainsi qu'en précisant l'échéancier de réalisation des actions et des travaux proposés. * la solution retenue, sera mise en œuvre selon l'échéancier validé par le Préfet, à l'issue de l'examen de l'étude. <p><i>Les quais de chargement ou de déchargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard des archives disponibles au sein de l'Unité Départementale du Haut-Rhin, l'Inspection n'a pas réceptionné l'étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie ou provenant d'un accident.</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant a confirmé ne pas avoir réalisé l'étude de confinement des eaux polluées d'incendie.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Formation confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, [...], la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>[...]</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention

<p>affectés à leur unité, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant a indiqué que des formations en lien avec la prescription contrôlées sont réalisées auprès du personnel. Ces formations donnent les compétences à connaître en tant qu'équipiers de première intervention comprenant la manipulation des moyens d'extinction et des exercices d'évacuation. Selon les dires de l'exploitant, cette formation comprend également la manipulation des moyens de confinement des eaux d'extinction incendie. L'exploitant a indiqué oralement que la formation a été réalisée auprès de l'ensemble du personnel en 2021 mais il n'a présenté aucun justificatif de réalisation (type compte rendu ou attestation de formation). L'exploitant a indiqué que la formation sera renouvelée pour l'année 2024. L'exploitant a transmis à l'Inspection en date du 19/04/2024 par courriel une offre de prix. Cependant, cette offre de prix date du 17/02/2021 (aucune indication sur une date prévisionnelle de formation pour l'année 2024) et elle ne mentionne pas que la manipulation des moyens de confinement des eaux d'extinction incendie est incluse.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection qu'un exercice incendie a été réalisé en date du 08/11/2023. L'exploitant a transmis à l'Inspection en date du 19/04/2024 par courriel un registre de suivi des interventions sur site indiquant la réalisation de l'exercice incendie en date du 08/11/2023. Cependant, aucun élément dans ce document ne permet de justifier que les exercices incendie sont réalisés de manière périodique (pas de notification sur le document concernant l'exercice incendie précédent)</p> <p>Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'apporter les éléments justifiants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la périodicité de réalisation des exercices incendie et des formations incendie des agents du site - qu'une formation concernant la manipulation des moyens de confinement des eaux d'extinction incendie est réalisée auprès des agents concernés
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Collecte et rejet des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 4.3.1.1 - Alinéa 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Transformation puits perdu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les puits perdus devront progressivement être transformés en puits filtrants ou en points de rejets dans un émissaire superficiel (type noue). Pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A chaque modification de réseau, l'exploitant fait installer des moyens de traitement (décanteur, déshuileur) des eaux pluviales de ruissellement, • l'exploitant transforme un puits perdu en un puits filtrant (ou en rejet dans un émissaire superficiel) par an. Il communique au préfet l'ensemble des justificatifs de cette action au plus tard le 1er février de l'année suivante. <p>A chaque modification de réseau, l'exploitant communique sans délai le plan des réseaux mis à jour ainsi que le descriptif des travaux effectués au Préfet.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué "qu'à sa connaissance" aucun puits perdu n'a été transformé en puits filtrant depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site n°2010-161-8 du 10 juin 2010.</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'ouvrir deux puits perdus sur le site : le puits perdu à proximité des quais de chargement (extrémité Est du site selon le plan) et le puits perdu le plus à l'Est du site entre les bâtiments "Stockage Produits finis" et le bâtiment "Atelier 1". Visuellement, l'Inspection a constaté que ce ne sont pas des puits filtrants.</p> <p>Les constats précédents montrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection attend de l'exploitant qu'il reprenne la transformation des puits perdu en puits filtrant à partir de la notification de la prescription, c'est-à-dire à la date de notification de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Par conséquent, il est attendu le rattrapage du retard accumulé, c'est-à-dire l'équivalent d'un puits perdu transformé par an depuis 2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes en cas d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>[...]</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait mis en place une procédure écrite détaillant les modalités d'organisation d'évacuation et d'intervention en cas d'incendie.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>